

## EN LUTTE

DÈS LE 13 OCTOBRE



**PRENDRE SUR LES  
PROFITS «DE DINGUE»  
POUR AUGMENTER  
LES SALAIRES**

### ZOOM

Budget 2024.  
L'écologie au service  
du capital

Page 3

### INTERNATIONAL

USA. Maintenant  
25 000 grévistes dans  
l'automobile

Page 4

### ARGUMENTS

La Sécu, on se battra  
pour la garder!

Page 5

### CHAMP LIBRE

Naissance d'un centre  
de santé associatif  
dans le Sarladais

Page 8

## Édito

### En Corse, Macron ou le langage du colonialisme

Par THOMAS RID

Le 28 septembre, Macron venait, devant l'Assemblée de Corse, faire un discours dont lui seul a le secret: un monologue vide et pompeux fait de promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. Certes le mot autonomie a été lâché, mais vidé de son sens. Macron — et derrière lui l'État français — veut bien parler d'autonomie mais sans pouvoir législatif, sans avancée sur la question de la langue et son statut officiel, sans aborder le statut de résident, sans même une vraie reconnaissance du peuple corse!

Pour le reste et les miettes qu'il veut bien accorder, il faudra tout de même que le Conseil d'État et le Conseil Constitutionnel valident... à Paris! Rien n'est moins sûr! Enfin, l'inscription de la Corse dans la Constitution, ce que personne sur l'île de Beauté ne revendique, nécessiterait rien de moins qu'une réforme constitutionnelle, que Macron n'a pas les moyens d'imposer à un Sénat qui lui est tout sauf acquis. Tout cela devra faire l'objet d'un «compromis» discuté et adopté dans les six mois!

Il y a près de deux ans, le peuple corse, en particulier sa jeunesse, s'était révolté après la mort d'Yvan Colonna en prison. Alors que les commissariats et les préfectures de l'île s'illuminaient sous les feux d'artifice et les cocktails Molotov, Macron promettait de négocier un nouveau statut pour la Corse, sans tabou, qui pourrait aboutir à l'autonomie.

Dix-huit mois de discussions avec les principaux acteurs de la vie politique corse plus tard, Macron, grand seigneur, propose de négocier sur des «mesures» qui ne changeront rien aux problèmes qu'affrontent les Corses et qui ne permettront pas de sortir du conflit entre un peuple colonisé et la métropole. Macron vient de faire une proposition historique: tout changer pour ne rien changer! Car selon ses mots, «la Corse, c'est la France».

Le peuple corse sait bien ce qu'il en est depuis plus de cinquante ans. Le combat pour l'émancipation et la justice est un chemin de patience. Gageons qu'une fois de plus, les aboyeurs de l'État français passeront. Il restera la lutte. Le NPA assure le peuple corse de son soutien pour la liberté et la reconnaissance du fait national corse. En Corse, comme au Pays basque, en Guadeloupe ou ailleurs, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe indivisible sur lequel nous ne transigeons pas. Nous adressons un salut fraternel à nos camarades d'A Manca.

### Bien dit

[La vidéo de Mediapart] permet de confirmer que ces policiers mentent depuis le début.

M<sup>e</sup> JACQUES-ANTOINE PREZIOSI, l'avocat d'Hedi

## À la Une

EN LUTTE DÈS LE 13 OCTOBRE

# Prendre sur les profits «de dingue» pour augmenter les salaires

Sur un an, les prix ont encore augmenté de 4,9% à fin septembre, selon les dernières estimations de l'Insee. La politique d'austérité et de casse sociale du gouvernement va contribuer à la paupérisation et au renforcement des inégalités.

Après août, septembre. L'inflation persiste, au grand étonnement de certains commentateurs qui voient ailleurs en Europe l'inflation décroître légèrement (-0,9% sur un an au lieu de -0,1% sur un an en France selon les Échos). C'est léger! C'est dire si les chiffres sont scrutés!

### L'alimentation en hausse de 9,6% sur un an

Nul besoin pour nous, travailleurEs et consommateurEs, d'examiner les chiffres. À la caisse, on voit bien qu'on en prend toutes et tous un peu moins et en changeant de gamme, après avoir constaté que la note était bien salée pour trois bricoles dans le caddie. Car la hausse des seuls produits alimentaires sur un an est quand même de 9,6%! Ce mouvement de «déconsommation» inquiète les éditorialistes qui utilise un terme bien sobre pour parler des arbitrages, voire des privations de nourriture ou de soins de bien des familles.

Pendant ce temps, les courbes des profits continuent, elles, de s'élever. Ainsi, en moyenne, entre le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2023, les profits des entreprises des pays membres de l'OCDE ont grimpé de 21%, alors que la part dévolue aux salaires n'a augmenté que de 15,6%.

### Austérité, privatisation

Dans le même mouvement, toutes les politiques économiques de droite comme de «gauche» ont consisté à libéraliser et donc à privatiser des services, comme les transports...

qui coûtent plus cher pour les usagerEs. Et les dotations des collectivités locales et des services publics continuer de baisser... Si parfois elles réaugmentent, c'est de façon si marginale que toute communication fanfaronne est une insulte à notre intelligence! Alors, oui, la machine capitaliste se grippe! Et le gouvernement en rajoute. Car ce n'est pas l'ajout de 15 heures d'activité comme condition au versement du RSA — une réforme que l'Assemblée nationale s'appête à valider le 10 octobre — qui va permettre de lutter contre la pauvreté... Dans l'esprit des capitalistes, la

paupérisation et l'autoritarisme préserveront quelques-uns qui s'en sortiront mieux que les autres. Cependant, à partir de ces inégalités, l'extrême droite s'appuie sur la haine de soi d'une partie des travailleurEs pour stigmatiser les réfugiés, les immigrés, les NoirEs, les Arabes et les musulmanEs qui vivent à nos côtés, et promouvoir une société d'exclusion et de racisme.

### Le 13 octobre, dans la rue!

C'est pourtant de bien autre chose que la société a besoin, et ce sont les travailleurEs qui sont en mesure de porter des

mesures de progrès, de justice sociale en se battant pour la répartition des richesses.

Dès maintenant, nous avons besoin d'une augmentation des salaires de 400 euros pour toutes et tous, l'indexation des salaires sur les prix, un revenu universel étudiant, des transports gratuits, des logements décents et accessibles pour toutes et tous, des services publics gratuits de qualité et de proximité dans la santé et l'éducation, le contrôle des représentants syndicaux sur la Sécurité sociale et ce qui est fait de notre salaire socialisé, la fin de toute spéculation, à commencer par celle sur les biens de première nécessité, et la fin du productivisme, pour inverser la marche mortifère du capital contre le vivant.

Notre camp social n'a pas été capable de battre la réforme des retraites de Macron. Il n'est pourtant jamais trop tard. Les travailleurEs des États-Unis qui se mobilisent aujourd'hui dans l'automobile ou à Hollywood pour leurs salaires et leurs conditions de vie sont un exemple. Après des années de recul et de régression, il est temps que les travailleurEs reprennent la main et imposent leur société.

Le 13 octobre, à l'appel de l'intersyndicale et de cinq organisations de jeunesse, nous aurons l'occasion de mesurer notre force dans la rue. Soyons nombreuxEs en grève et dans la rue!

Fabienne Dolet

### FINI LA CAROTTE ET LE BÂTON



## Acturama

En visite à Agen le 2 octobre, Macron a annoncé la création de 238 brigades de gendarmes soit 2144 postes. Après la suppression de 400 brigades ces dernières années, il s'est félicité de «ce réinvestissement historique». Pour l'Éducation nationale et l'hôpital public, le droit au logement, c'est bien plus qu'un réinvestissement qu'il faudra, c'est une révolution!

SYLVAIN COTTIN

# BUDGET 2024 L'écologie au service du capital

L'austérité prévue dans la loi de finances 2024 va peser sur les plus précaires, notamment par la fin du bouclier tarifaire sur l'énergie. Le gouvernement tente de faire passer la pilule avec une hausse de 10 milliards d'euros pour la « planification écologique » qui camoufle en réalité une relance du « capitalisme vert ».

Dans le discours de Macron du 25 septembre sur la planification écologique, le plus marquant est finalement l'immensité de ce qui n'est pas dit. Ce discours qui se veut écologiste ne s'attarde pas sur les enjeux de la destruction du vivant et des dommages irréversibles sur la planète. Les impacts déjà bien réels du dérèglement climatique et les migrations qu'il produit ne sont pas abordées. La question sociale, qui est pourtant intimement liée aux problèmes environnementaux, est tout juste effleurée sous l'angle du pouvoir d'achat.

La prétendue planification écologique annoncée par Macron n'a qu'un but, celui de soutenir à coups de fonds publics le mode de production capitaliste pendant que le monde bascule et à l'heure d'une prise de conscience généralisée des enjeux environnementaux. Cet objectif se décline selon trois axes martelés par Macron : « une écologie souveraine », « une écologie qui crée de la valeur économique » et « une écologie compétitive ».

## Un emballage vert palot

Le gouvernement est fort en recyclage : la sortie du charbon promise pour 2022 est finalement repoussée à 2027 ; le nouvel objectif de réduction de la part d'énergie fossile dans le mix énergétique est comparable à celui fixé en 2020 ; on entend une fois de plus parler des RER métropolitains, sans que les budgets alloués correspondent aux

énormes besoins. Les quelques hausses de budgets annoncées ne sont que des miettes pour couvrir la politique de casse des services publics : par exemple, la création de 760 emplois dans les services des ministères alors que la FSU y dénombre 11 200 suppressions de postes depuis 2011 et que pour la même période les emplois supprimés dans les hôpitaux publics se chiffrent en dizaines de milliers.

## Une logique productiviste

Sous ce « vert-nie » se cache une tentative de relance industrielle. Le gouvernement mise sur les

voitures électriques, dans l'objectif d'en produire 1 million d'ici 2027, et sur les pompes à chaleur, ce qui prend le problème à l'envers car elles sont inefficaces dans des logements mal isolés. Macron cherche des débouchés à de nouveaux marchés qui instrumentalisent l'écologie comme la capture-séquestration carbone ou la production d'hydrogène, incertaines, l'agrovoltaïsme et les agrocarburants consommateurs de terres. « L'écologie souveraine » vise à sécuriser les profits industriels nationaux et européens pour l'essentiel, notamment par un « inventaire

des ressources minières sur notre territoire » et 1,5 milliard d'euros dédiés au développement du « nouveau nucléaire ».

## Planifions le renversement du capitalisme !

Dans le contexte d'inflation et d'explosion de la pauvreté, la politique de Macron va à l'encontre de l'urgence sociale et environnementale. La voiture électrique, les pompes à chaleur, la rénovation des logements ne sont (et ne seront) pas accessibles aux classes populaires. Il se refuse à toucher aux dividendes des actionnaires, aux bénéfices et au patrimoine des capitalistes des groupes industriels et financiers, des banques et des rentiers... Sans réforme fiscale radicale ni taxation des profits, les inégalités écologiques et sociales vont continuer à augmenter entre une majorité de pauvres et une infime minorité de riches.

Affronter la crise environnementale et le dérèglement climatique nécessite une transformation profonde de nos modes de production et de consommation. C'est à nous de déterminer nos besoins, de choisir les secteurs que nous voulons développer (les transports en commun, la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture paysanne biologique...), et ceux que nous voulons réduire (l'automobile, l'aéronautique...) ou supprimer (les énergies fossiles, les industries polluantes...).

**La commission nationale écologie**

## MACRON POUR UNE ÉCOLOGIE À LA FRANÇAISE



CHARMAG

# NIGER Un retrait sous pression populaire

Si le retrait des troupes françaises au Niger annoncé par Macron est un cinglant démenti de sa politique belliciste et néocoloniale, il n'abandonne pas pour autant ses mesures revanchardes contre les populations.

Le 26 juillet, le chef de la garde présidentielle Tiani déposait Mohamad Bazoum et se proclamait président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Les autorités françaises avaient dénoncé ce putsch et s'étaient alignées sur l'aile la plus radicale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) conduite par le Nigérien Bola Tinubu, le Sénégalais Macky Sall et le Béninois Patrice Talon.

## Fin de non-recevoir

La Cédéao indiquait qu'une intervention militaire était prête et qu'elle interviendrait à l'issue des échecs des pourparlers diplomatiques visant à libérer le président Bazoum et à le rétablir dans ses fonctions. Au contraire de la plupart des pays africains et occidentaux, la France a déclaré soutenir sans réserve la position de la Cédéao, y compris l'option militaire.

Alors que les putschistes demandaient le départ des troupes françaises et déclaraient persona non

grata l'ambassadeur français, Macron a refusé ces demandes au motif de l'illégitimité de la junte. En liant la question de la légitimité des putschistes et leurs demandes, Macron s'est mis dans un piège qu'il a construit lui-même.

## Blocus de la base 101

Ce bras de fer entre l'exécutif français et la junte n'a fait que redorer son blason auprès des populations. Elle est apparue comme la défenseuse de la souveraineté nationale.

Le maintien des troupes françaises au Niger n'était plus défendable dès lors que plus aucune opération conjointe entre les deux armées n'était programmée. L'entêtement des autorités françaises de maintenir sa présence diplomatique et militaire a été perçu à juste titre comme un affront. C'est ainsi que des milliers de NigérienEs sont restés jour et nuit bloquant le ravitaillement de la base aérienne projetée 101 où stationnaient les militaires français.

Une situation qui allait devenir vite intenable pour les 1500 soldats. Faute de carburant, d'eau et de denrées, Paris n'avait plus d'autre option que de céder. Ce qui aurait pu être un retrait honorable est devenu une piteuse retraite du fait de la forfanterie de Macron. Une fois n'est pas coutume, on ne peut que le remercier d'avoir affaibli la politique africaine néocoloniale de la France sur le continent.

## Mesures méprisables

L'objectif est que l'ensemble des troupes françaises partent avant la fin de cette année. Une vigilance s'impose. Ce délai qui est tout à fait nécessaire compte tenu de l'enjeu logistique, peut être utilisé comme point d'appui à l'intervention militaire de la Cédéao. Une éventualité que l'on ne peut pas écarter totalement au vu de la politique revancharde de Macron. En effet, la France maintient le blocage des visas pour les ressortissantEs du Sahel, notamment les étudiantEs et les artistes. À l'ère du numérique, la délivrance de visas peut très bien

continuer en dépit de la fermeture des ambassades. C'est donc bien une volonté politique de punir les populations. Ce comportement indigne ne s'arrête pas là. La « Coordination SUD » qui regroupe 180 ONG indique que le gouvernement français vient de suspendre les aides au développement pour le Burkina Faso et le Niger. Cette décision gèle les deux cent millions d'euros servant à financer une centaine de projets, pour la plupart liés à la santé, à l'éducation, à l'aide agricole des populations. Pour les ONG : « On assiste depuis quelque temps à un discours qui fait apparaître la conditionnalité de l'aide, conditionnalité à des motifs économiques, diplomatiques, politiques ». Devant une telle régression, la Coordination SUD exige un débat au Parlement sur cette question. La politique de la France n'est rien d'autre qu'une punition collective contre les populations et mérite une condamnation unanime des organisations progressistes françaises.

**Paul Martial**



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

## No comment

L'argent ce n'est pas magique, ça ne pousse pas sur les arbres.

OLIVIER DUSSOPT, CNews, le 3 octobre 2023

## Agenda

**Mardi 10 octobre, meeting du NPA avec Christine Poupin et Olivier Besancenot, Lyon.** À 19h30, au Palais de la Mutualité, 1 place Jutard (métro Guillotière).

**Jeudi 12 octobre, projection-débat de Fedayin, le combat de Georges Abdallah organisée par le NPA, Strasbourg.** À 19h, Maison des Associations, 1A place des Orphelins.

**12-15 octobre, contre-sommet mondial des mouvements sociaux, Maroc.** Autour de Christine Poupin, porte-parole, une délégation du NPA sera présente.

**Vendredi 13 octobre, journée de mobilisation intersyndicale contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.**

**Rencontres-débats autour du livre Septembre Rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili, avec Olivier Besancenot et Michael Löwy :**

– **Mercredi 18 octobre à Nanterre.** À 19h, à la librairie El Ghorba mon amour, 148-152 boulevard des Provinces françaises, RER Nanterre-Université.

– **Jeudi 19 octobre à Paris 12<sup>e</sup>.** À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

**Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65).** À 14h, de la gare à la prison où il est détenu.

## L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## GRÈCE Plus dure est la chute pour Syriza

Trois mois après sa défaite majeure aux législatives, Syriza vient d'être élu comme président succédant à Tsipras un ex-banquier de Goldman Sachs, ignorant quasiment tout de Syriza et de la gauche en général, et qui récemment encore disait tout son respect pour le Premier ministre de droite ultralibérale, Mitsotakis. Comment en est-on arrivé là ? Quel proche avenir pour Syriza ?

Un élément clé : non seulement l'élection du président précède le Congrès, mais elle permet à quiconque veut participer de devenir « membre » de Syriza le jour du vote (pour 2 euros) dans le cadre d'une campagne électorale publique ! Ainsi, le 17 septembre, alors qu'on attendait une participation entre 50 et 70 000 membres sur fond de déception, il y a eu 149 000 votantEs, parmi lesquels environ 40 000 nouveaux membres.

**Stefanos Kasselakis héritier de Tsipras**  
Résultat en apparence incroyable : Stefanos Kasselakis, inconnu deux semaines avant, obtenait 66 000 voix (45 %) contre 53 000 (36 %) à la favorite, l'ex-ministre du Travail Effie Ahtsioglou. Ce qui est apparu, c'est qu'à côté d'une petite part d'« entristes » de la droite ou autres, les « nouveaux membres » ont pesé dans ce choix, confirmé au 2<sup>e</sup> tour (Kasselakis 56 %), avec un vote signifiant la confiance dans un (jeune) homme (et pas une femme...) providentiel, avec forte image médiatique et désintéret pour le programme, même de gauche réformiste. De fait, Kasselakis a tout juste réussi à se dire « de gauche », son programme pour l'heure consistant à proclamer qu'il pourra battre Mitsotakis. Avec deux éléments non négligeables : il s'affiche « pur » de la subordination à la troïka. Et s'affirme publiquement homosexuel. Il renforce la ligne Tsipras fondée sur le rôle symbolique du chef et dépasse la recherche d'alliance avec le Pasok pour un parti style démocrate américain.

### La deuxième mort de Syriza

Mais hormis l'héritage Tsipras, cette élection est aussi le produit d'autres facteurs. Ainsi, l'absence de réel militantisme dans Syriza a permis que les médias dominants jouent un rôle clé dans ces élections, en fabriquant avec succès une campagne de star au candidat inconnu, la droite se disant qu'il serait utile pour achever Syriza. Par ailleurs, une partie de l'appareil Syriza a très vite participé à sa campagne, n'hésitant pas à dénoncer la « vieille bureaucratie » de l'appareil... dont ils font partie !

Mais de manière générale, c'est là le résultat de toute la politique de Syriza depuis sa défaite aux élections de 2019. Comme le soulignent divers militantEs de gauche, membres ou pas de Syriza, d'une part aucun bilan n'a été tiré des années 2015-2019, ni non plus après la récente défaite de mai-juin. Et surtout, alors que la politique de la droite a été constamment contestée par des luttes diverses, Syriza était quasi absent dans la rue. Et très peu de cadres ont contesté l'orientation « social-démocrate ». Sur le fond, il n'y a donc pas de surprise à l'élection de Kasselakis !

Même si cette « star-élection » a permis aux médias d'éviter de parler de la grève générale (de la seule fonction publique) contre le vote d'une loi travail esclavagiste (journée de 13 heures autorisée !) ou des catastrophes consécutives aux inondations, elle concerne toute la gauche, ne serait-ce que parce que face aux évolutions (déjà des mesures autoritaires), il faudra savoir s'adresser de manière critique mais constructive à celles et ceux qui veulent défendre Syriza dans le camp de la gauche.

**A. Sartzekis (Athènes, le 1<sup>er</sup> octobre)**

# ÉTATS-UNIS Maintenant 25 000 grévistes dans l'automobile

La grève de l'automobile aux États-Unis s'est étendue vendredi 29 septembre à deux nouvelles usines de Ford et General Motors.

Cette grève inédite, « stand up », contre les trois constructeurs automobiles veut à chaque nouveau développement surprendre le patronat. Ainsi, celui-ci avait mal anticipé la semaine dernière la mise en grève des dépôts de pièces, au centre de la logistique fondée sur les « flux tendus », et qui s'avère stratégique pour la rentabilité des firmes. Les trois firmes automobiles, en concurrence entre elles, sont encore loin de satisfaire les revendications « audacieuses » de l'UAW. Elles commencent toutefois à proposer séparément des augmentations de salaires supérieures à 20 % et à s'engager à réduire — mais non à supprimer — le nombre des niveaux de salaires selon l'année d'embauche et la durée maximum des emplois temporaires avant titularisation.

### Une résistance ouvrière généralisée

Depuis le 14 septembre, la convention signée il y a quatre ans est devenue caduque. Les droits des salariéEs y figurant ne s'appliquent donc plus. Les patrons des différents établissements peuvent donc plus aisément imposer des heures supplémentaires, réprimer, licencier et recourir à des « jaunes ». Face à cela, une résistance collective s'organise, discrète mais plus généralisée.

Le climat change : ouvrières et ouvriers du rang se sentant plus forts, attendent ou espèrent leur prochaine possible mise en grève appelée d'en haut par la direction de l'UAW. La déclaration de Shawn Fain du vendredi 29 septembre sur Facebook a été suivie dans les usines par 60 000 syndiquéEs. « Quand allons-nous être appelés ? » Une ouvrière témoigne à *Labor Notes* de son impatience, la comparant « à celle d'avant les résultats des matches éliminatoires de football américain » ! Dans ce contexte, la visite de Biden sur un piquet de grève, bien

sûr motivée par sa prochaine campagne électorale, a réconforté les grévistes. Trump, lui, a choisi une usine de fabrication de pièces, une « usine sans syndicats, et qui n'est pas directement concernée par les revendications de la grève en cours. Déplacement fustigé par le président de l'UAW !

### L'ennemi, c'est la cupidité des entreprises !

Alors que l'UAW a confirmé ne pas soutenir pour le moment Biden dans sa prochaine campagne électorale, Shawn Fain l'a bien sûr remercié de sa présence. Mais

le plus marquant est le contenu de la réponse prononcée devant Biden lui-même. Rappelant la participation des ouvriers de l'automobile à l'industrie d'armement pendant la Seconde Guerre mondiale, Shawn Fain a ajouté : « Aujourd'hui l'ennemi n'est plus à des milliers de kilomètres. C'est ici dans notre région. C'est la cupidité des entreprises ». Un style de sermon peut-être, mais de vraie lutte de classes !

L'UAW prend grand soin de replacer cette grève dans les mouvements de lutte actuels. « Que nous construisions des voitures ou des camions ou que nous exploitons des centres de distribution de pièces ; que nous écrivions des films ou que nous jouions dans des émissions de télévision ; que nous préparions du café chez Starbucks ; que nous soignons les gens ; ou que nous éduquions les élèves, de la maternelle au collège, nous faisons le gros du travail. Nous faisons le vrai travail. Ni les PDG ni les dirigeants. »

C'est bien pourquoi popularisation et soutien à cette grève sont, aussi ici, des tâches pour aujourd'hui. Elle nous concerne toutes et tous.

**Jean-Claude Vessillier**

### À lire sur le site

États-Unis. La lutte des classes reprend, par Dan La Botz



## MAROC Contre-sommet de Marrakech : la dernière ligne droite

Nous publions un extrait du dernier communiqué d'Attac/CADTM Maroc, organisation à l'initiative du contre-sommet mondial des mouvements sociaux de Marrakech qui se tient du 12 au 15 octobre. Une délégation du NPA participera à ces rencontres afin de marquer notre solidarité internationaliste de lutte contre les politiques militaristes, impérialistes et climaticides, contre les politiques migratoires criminelles de l'État français et de l'Union européenne. Cette participation sera aussi l'occasion de renforcer nos liens avec nos camarades d'Al Mounadil-a en participant à la conférence anticapitaliste, internationaliste qu'ils et elles organisent le mercredi 11 octobre.

À deux semaines de la date du début du contre-sommet face à l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech, nous sommes dans la dernière ligne droite pour l'organisation de ce très important événement militant. C'est l'aboutissement d'un processus international collectif et inclusif lancé depuis janvier 2023 [...].

Plus de 70 organisations et une dizaine de réseaux internationaux ont inscrit des ateliers et sont complètement mobilisés pour la réussite du contre-sommet. Sur le plan de l'Afrique et de la région arabe, la mobilisation est encore plus importante avec plus d'une centaine de déléguéEs de pays comme la Palestine, l'Irak, la Tunisie, l'Égypte, les pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est ou encore l'Afrique du sud, qui ont confirmé leur participation en présentiel et qui informent autour d'eux et d'elles sur l'importance de ce contre-sommet.

Le contre-sommet débutera le 12 octobre, date de l'arrivée dans la Caraïbe de Christophe Colomb et de son expédition qui ont ouvert la voie à la conquête, au pillage et à l'ex-



ploitation du continent « américain » par l'impérialisme européen à partir de 1492. Le contre-sommet se terminera le 15 octobre, date de l'assassinat de Thomas Sankara, président du Burkina Faso qui menait la lutte pour le non-paiement des dettes illégitimes et pour l'unité des peuples d'Afrique et du monde.

### Convergence contre le diktat des multinationales

Avec une marche populaire d'ouverture, 4 conférences plénières et 60 ateliers [...], nous voulons que notre contre-sommet soit l'occasion d'un apprentissage collectif orienté vers l'action. C'est une occasion unique d'échanger des expériences de lutte

et de faire converger des actions militantes contre le diktat des multinationales, des puissances impérialistes et des institutions financières [...].

Le 12 octobre se focalisera sur le rôle de la Banque mondiale et du FMI [...], le 13 se concentrera sur l'analyse pour comprendre notre monde avec ses crises multidimensionnelles et interconnectées (sociale, alimentaire, économique, sanitaire, écologique, migratoire, guerrière, démocratique) et le 14, sur les alternatives et les mobilisations. Le contre-sommet sera aussi l'opportunité de dénoncer l'autoritarisme et l'escalade de répression conduite par différents gouvernements notamment dans la région arabe et au Maroc et de demander la libération immédiate de tous les prisonnierEs politiques. Malgré les défis organisationnels qui ont été aggravés par le terrible tremblement de terre qui a frappé la région de Marrakech et dont ont d'abord été victimes les communautés longtemps marginalisées par le régime, le collectif national du contre-sommet ainsi que l'équipe d'organisation sont déterminés à aller jusqu'au bout pour la réussite de cette magnifique rencontre internationale.



# LA SÉCU, ON SE BATTRA POUR LA GARDER!

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2024, présenté le 27 septembre en Conseil des ministres, prévoit de faire des économies, notamment sur le régime

d'assurance maladie. Certes, l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie (Ondam) va augmenter mais ce sera de toute façon insuffisant: + 3,2% (contre 4,8% en 2023). Nous avons, nous

travailleurEs, notre mot à dire, car « la Sécu, elle est à nous! On s'est battu pour la gagner »! Pour l'augmentation de nos salaires et le contrôle sur la Sécu, plus que jamais.

## (Re)-Conquérir «une véritable Sécurité sociale»!

Chaque année, après la discussion sur le budget de l'État vient celle sur le budget de la Sécu. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Après la réforme Juppé de 1995 sont apparus les termes barbares de PLFSS et d'Ondam qui expriment à quel point l'État s'est immiscé dans les affaires de la Sécurité sociale.

**D'**ailleurs, les faits et les chiffres contredisent bien souvent les paroles des fondateurs de la Sécurité sociale qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avaient l'ambition d'accorder aux travailleurEs une protection sociale qu'ils et elles pourraient contrôler.

de la misère.» Aujourd'hui, les 10% les plus riches vivent en moyenne 10 ans de plus que les 10% les plus pauvres. «La Sécurité sociale trouve sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale», mais la moitié du patrimoine en France est détenu par les 10% les plus riches.

### Le souci de la justice sociale

Ainsi, pour ses créateurs, «la Sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes». Pourtant, aujourd'hui, 5 millions de personnes vivent avec moins de 940 euros par mois en France, prestations sociales incluses. La Sécurité sociale devait répondre «à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants et les travailleurs sur qui pèse la menace

### Une organisation par et pour les travailleurEs

Personne ne doit rester sans ressource! C'est l'objectif de la Sécu: «Il existe des circonstances dans lesquelles un travailleur se trouve privé de ses moyens d'existence, ou dans lesquelles ses ressources sont insuffisantes pour pourvoir aux besoins de sa famille». Or, «La sécurité sociale appelle l'aménagement d'une vaste organisation d'entraide obligatoire qui ne peut atteindre sa pleine efficacité que si elle présente un caractère de très grande généralité.», selon ses fondateurs. En contradiction avec ces principes, Gabriel Attal, alors ministre en charge des Comptes publics, déclara

### LE GOUVERNEMENT MET LA PRESSION SUR LES MÉDECINS



rait en avril: «Il faut passer six mois de l'année en France pour toucher les allocations sociales, je souhaite qu'on relève la condition de résidence à neuf mois». Un autre principe remis en cause depuis 1967: «L'unité

d'organisation signifie que tous les facteurs d'insécurité doivent être couverts par des institutions communes». Une ordonnance gaulliste a divisé la Sécu en branches spécifiques avec des budgets et des locaux séparés — maladie, accidents

du travail, famille, vieillesse (retraites), autonomie.

### La Sécu, retour vers le futur

«L'administration de l'État doit avoir son rôle limité au contrôle et à la coordination des efforts des différents organismes». Pourtant, actuellement l'État exerce une tutelle permanente sur les organismes de Sécurité sociale notamment via les agences régionales de santé (ARS). Il faut en finir avec cela. La Sécurité sociale doit être l'œuvre des intéressés eux-mêmes. Nous entendons ainsi réaliser le plan de sécurité sociale en exigeant une augmentation de la part patronale des cotisations. «La démocratie politique implique une gestion des affaires publiques confiée à des élus de la population, au niveau local, départemental, régional et national, de même la démocratie sociale voudrait que des représentants des institutions sociales assument la responsabilité de la gestion des

Les membres des conseils d'administrations des caisses de Sécu doivent donc être à nouveau élus par les assuréEs sociaux

institutions créées au profit des assurés.» Les membres des conseils d'administration des caisses de Sécu doivent donc être à nouveau élus par les assuréEs sociaux. À sa fondation, la Sécurité sociale devait «éviter le risque d'étatisme bureaucratique [et] être faite d'institutions vivantes, se renouvelant par une création continue, par l'effort des intéressés eux-mêmes chargés par leurs représentants d'en assurer directement la gestion». Elle était «un élément de la révolution nécessaire...» Elle est aujourd'hui sous la férule de l'État qui dispose de notre argent et saigne nos hôpitaux. **S. Bernard**

**C**e versement dans «un pot commun» est conçu pour satisfaire des besoins liés à la maladie, la maternité, aux charges familiales, au chômage, à l'invalidité, à la retraite. C'est un salaire socialisé! La part prélevée sur le salaire brut (les cotisations sociales) est redistribuée sous forme de prestations: allocations familiales, remboursement des soins, pensions de retraite. Ce salaire socialisé a été acquis grâce aux luttes sociales. Il est distribué sous forme de prestations aux assuréEs sociaux et à leur famille, afin de ne pas les laisser sans ressources lors des événements inhérents à l'existence: maladie, accident du travail, chômage, retraites.

## Le salaire socialisé, un acquis à préserver!

La Sécu, c'est notre argent car c'est une partie de notre salaire qui est versée. Une part est payée individuellement aux salariéEs: le salaire net. L'autre part, les cotisations sont attribuées aux caisses de Sécu et de chômage.

Acquis grâce aux luttes sociales, le salaire socialisé est distribué sous forme de prestations aux assuréEs sociaux et à leur famille

qui préfigurent une logique socialiste «à chacun selon ses besoins» en rupture avec le dogme libéral qui prétend que le sort de chacunE est fonction de l'effort individuel. Bien souvent les patrons ne supportent pas de payer leurs salariéEs «hors emploi». Ils dénoncent fréquemment «les charges sociales» et préféreraient rémunérer leurs «personnels» uniquement pour la période où ils vendent leur force de travail, la période sous leur «subordination».

### Retraites par répartition

La retraite par répartition a un caractère anticapitaliste. Le retraité est un salarié placé hors de la subordination de l'emploi. Il dispose librement

de son temps sans contrainte patronale et il perçoit un salaire financé par les employeurs, pas spécifiquement ceux de sa vie professionnelle, mais par le patronat. Il faut s'opposer à toute réduction de salaire durant l'activité professionnelle. Le salaire continué du retraité devrait être identique à celui perçu auparavant. Le système par répartition démontre l'inutilité de l'accumulation financière pour financer les retraites et ouvre la perspective d'une gestion solidaire et non capitaliste. Le patronat voudrait accaparer la manne financière de la Sécu, plus importante que le budget de l'État, en privatiser la collecte, la gestion et la distribution. Il souhaiterait sup-

primer cette conquête sociale et la remplacer par l'assurance privée, l'assistance et la charité. Pour les travailleurEs, avec ou sans emploi, le maintien, la progression et l'extension des salaires directs et socialisés durant toute leur vie, peut être un moyen fort de changer le rapport de forces entre le capital et le travail. En retraite, sans travail contraint, sans être soumis à l'exploitation capitaliste, ils bénéficient d'un salaire. Mais le rapport de forces reste un

élément déterminant... Alors, pour nos salaires, pour la Sécurité sociale, en lutte pour nos salaires!

**S. Bernard**

### Payer le travail et la protection

Les actifs d'aujourd'hui financent les retraites actuelles dans le cadre d'un régime par répartition. Dans un régime de retraite par capitalisation,



## En bref

**Répression** Relaxe pour les inculpés du 8 décembre! Le mardi 3 octobre s'ouvre le procès des inculpés du 8 décembre, pour quatre semaines. Ils devront répondre de l'accusation d'«association de malfaiteurs terroristes». Soupçonnés par la DGSJ d'un projet d'attaque contre la police, il apparaît que, dans le dossier, aucun élément précis ne peut leur être reproché de façon probante — aucune cible, aucun projet! Avant l'ouverture du procès, la presse, notamment *le Monde*, pointe la fragilité de l'accusation. Cette affaire illustre de façon préoccupante la démarche, assez classique de la part du pouvoir, de se chercher un ennemi de l'intérieur et de le parer des attributs du terrorisme. Elle pousse à l'extrême la logique de criminalisation du mouvement social, la répression violente — qui se traduit maintenant régulièrement par des morts! Sont visées les rébellions, qu'il s'agisse des Gilets jaunes, des luttes antibassines, des révoltes des quartiers populaires, prenant appui sur des dispositifs policiers aux accents guerriers, sur un arsenal législatif d'exception qui, de texte en texte et d'affaire en affaire, vise à restreindre la liberté de s'opposer à Macron et à son monde. À chaque fois que certains d'entre nous sont ciblés, la riposte doit être commune. C'est le sens de l'engagement du NPA dans la défense des inculpés du 8 décembre, qui se situe dans le prolongement des appels à la solidarité féministe, à la solidarité internationale, qui s'expriment sur le blog des comités de soutien.

**Anna Ralebolle**

<https://soutienauxinculpésdu8decembre.noblogs.org/>

**Écologie** Stop à l'autoroute Toulouse-Castres, maintenant! Pour les grévistes de la faim et de la soif, il y a urgence! Les grévistes en lutte contre l'autoroute Toulouse-Castres entrent dans une phase critique: 32 jours pour Thomas Brail le 2 octobre; 27 pour Olga, qui est à présent positive au Covid-19 dans un contexte où son système immunitaire est très affaibli. Sans oublier les autres pour qui la situation, à ce stade moins critique, avance malgré tout en ce sens. Le mardi 3 octobre, une rencontre entre les opposants à l'autoroute et Carole Delga, présidente de région est possible. Par ailleurs, la grève de la soif annoncée par Thomas pourrait démarrer le même jour. L'issue de la rencontre sera décisive car les opposants et grévistes ne lâcheront rien. Delga n'a qu'un seul choix raisonnable à faire: tout stopper. Sinon Olga, Thomas et les autres se mettent en danger malgré elles et eux. De la même manière que les routes et les projets écicides mettent en danger le vivant. Le NPA renouvelle pleinement son soutien aux grévistes.

En parallèle, les soutiens contre l'autoroute et pour le projet alternatif Une Autre Voie se multiplient: des scientifiques, en passant par les organisations, les élus et les habitantEs de manière de plus en plus ouverte. Cela annonce une grande mobilisation «Ramdam sur le Macadam» toujours plus nombreuse ces 21 et 22 octobre. Face à Macron et son monde qui nous promettent toujours plus de bitume et de bagnoles, soyons des milliers!

**Dix Vernet**

### À lire sur le site



**Le Havre: Le terminal méthanier de la honte est arrivé!**



**Le Triangle de Gonesse occupé**



**Mobilisation antifasciste après l'agression du maire de Grabels**, par Séraphin Langlois



**Wauquiez, la démagogie anti-écologie**, par Thibaud Catté



**Les agentEs du ministère de la Transition écologique réclament des moyens et des effectifs**

# CHÔMAGE RSA: le gouvernement et la droite inventent France Travail gratuit

*Il n'a pas été bien difficile pour Les Républicains de faire accepter par le ministre du Travail, Olivier Dussopt, leur amendement à la loi modifiant les règles du RSA. C'est ainsi que dans le cadre de la réforme du RSA, l'obligation est votée de 15 heures d'activités obligatoires pour garder le bénéfice de l'allocation.*

**P**ourtant, en juillet, lorsque les sénateurs LR avaient ajouté la mesure dans son texte, le ministre donnait les raisons pour lesquelles il ne voulait pas voir cette obligation inscrite dans son projet. « Si nous écrivons dans la loi 15 heures minimum, que se passe-t-il s'il n'y a pas la possibilité d'offrir 15 heures (d'activité) qui soient véritablement adaptées au parcours des personnes? La seconde raison, [c'est que] pour certains allocataires [les plus éloignés de l'emploi], la marche de 15 heures d'activité peut parfois sembler difficilement accessible du premier coup ».

### Géométrie variable

La logique de la droite portée par les élus LR est ancienne: il s'agit de lutter contre l'assistanat et de remettre les FrançaisEs au travail. Pour Éric Ciotti, président du parti Les Républicains il est indispensable que « les bénéficiaires des aides sociales [aient] aussi des devoirs ».

Le positionnement des membres de la majorité présidentielle est à géométrie variable. En campagne électorale, « stimulé » par Valérie Pécresse, Emmanuel Macron affirme vouloir réformer le RSA en obligeant ses bénéficiaires à



consacrer « 15 à 20 heures par semaine à une activité permettant d'aller vers l'insertion ». Au nom d'une prétendue « dignité » des bénéficiaires. Pendant que le Dussopt de mai dernier jurait que: « Les 15 à 20 heures ne seront pas inscrites dans la loi. Il s'agit d'un objectif ».

### Contraintes et sanctions

Le texte voté prévoit que le versement du RSA (607 euros mensuels pour une personne seule, sans enfant) soit conditionné à ces 15 heures d'activité, sans plafond de durée, à l'exception des personnes qui « ont des pro-

blèmes de santé ou un handicap » ainsi que « les parents isolés sans solution de garde d'enfants ». Une exigence que l'on ne retrouve pas quand il s'agit de donner un « pognon de dingue » aux entreprises.

Un document de la Caisse nationale d'allocations familiales, qui s'appuie notamment sur les expériences mises en œuvre dans certains départements, explique que « la sanction semble avoir un impact sur le droit au RSA à moyen terme » entraînant « fréquemment une sortie du droit ». Le résultat est en fait celui réellement attendu: le renonce-

ment aux droits des personnes concernées. Et sous prétexte de favoriser l'insertion, on échappe au droit du travail: ces 15 heures sont techniquement des heures de travail comme les autres mais payées en-dessous du SMIC, ce qui contribue à institutionnaliser des formes de travail peu ou pas rémunéré et une réserve potentielle de travailleurEs à exploiter.

Dès leur demande d'attribution au revenu de solidarité active, ses bénéficiaires devraient automatiquement être inscrits à Pôle emploi. Aujourd'hui, quatre millions de personnes perçoivent le RSA, dont 40% pointent à Pôle emploi.

Ainsi, cette nouvelle réforme du RSA valide les projets gouvernementaux soutenus par la droite: culpabilisation des demandeurEs d'emplois, tentative d'« améliorer » les statistiques du chômage et économies sur toutes les prestations. La prochaine transformation de Pôle emploi en France Travail avec son extension des missions sans moyens supplémentaires devraient aggraver encore la situation. Des réalités à ne pas oublier lors des mobilisations du 13 octobre.

**Robert Pelletier**

## SANTÉ La bataille continue pour les urgences de nuit de Carhaix

*La mobilisation pour exiger l'ouverture des urgences de nuit de l'hôpital de Carhaix, en Centre Bretagne, se poursuit et s'amplifie! Après la dernière rencontre avec l'ARS et la directrice du CHUR de Brest/Carhaix, le 14 septembre dernier, le comité de vigilance nous avait promis de revenir sur Quimper. Promesse honorée ce 30 septembre!*

**À** Carhaix, alors que pas moins de trois cars sont affrétés pour aller à la préfecture, la mobilisation continue à se construire, et plusieurs enseignes commerçantes en soutien ferment leurs magasins ce jour. Sur place, à Quimper, un comité d'accueil est déjà présent. Il est composé de l'ensemble des partis de gauche, dont le NPA du Finistère et du Morbihan en force avec la présence de Philippe Poutou venu tout droit de Bordeaux. Des syndicalistes de Solidaires 29, Sud Santé Sociaux 29, de la CGT, de FO et de la CFTD de l'hôpital de Carhaix, de Concarneau sont présentEs sans oublier les pompiers de la CGT en tenue. Le collectif pour le « Tour de France pour la Santé publique » avec ses cartons rouges est bien entendu de la partie. Nous nous retrouverons entre 1000 à 1500 manifestantEs.

### Unité et combativité

Les binious, barbecues et la catapulte en souvenir de la victoire de 2008 pour le maintien de la maternité de ce même hôpital sont de sortie, sans compter les forces de l'ordre qui barricadent la préfecture. Pendant plus de deux heures, les élus du Centre Bretagne, dont Christian Troadec, maire de Carhaix, accompagnés du porte-parole du comité de vigilance, notre camarade Matthieu Guillemot, et de syndicalistes bataillent devant le préfet et le



Le 30 septembre, à Quimper, des milliers de personnes se sont mobilisées pour défendre les urgences de nuit de Carhaix. DR

représentant de l'ARS pour faire entendre la spécificité de leur hôpital, distant de plus d'une heure de route des autres hôpitaux du département. Ils demandent ni plus ni moins le droit à l'égalité des soins pour toutes et tous sur leur territoire. D'autant plus que l'actualité est sombre, comme le rappelle le *Poher Hebdo*, « la fillette d'un gendarme de Carhaix, âgée de 6 mois, est décédée dans la nuit cette semaine. Selon plusieurs sources, ce décès serait intervenu alors que l'enfant n'a pas pu être pris en charge aux urgences de Carhaix fermées la nuit. (...) L'hôpital de Carhaix, pourtant distant d'environ 300 mètres de la gendarmerie où l'enfant est décédé. Les équipes du SMUR de Brest arrivées sur place ne sont pas parvenues à réanimer l'enfant, Brest étant à plus d'heure de route de Carhaix ».

### La colère monte

Les manifestantEs, en colère, tentent de se rapprocher de la préfecture, et c'est sans sommation que les forces de l'ordre réagissent en inondant les manifestantEs à plusieurs reprises de gaz lacrymogènes.

La délégation finit par revenir sans avoir rien obtenu, mais persuadée que les urgences de nuit rouvriront grâce au rapport de force face aux institutions qui restent sourdes à leur revendication, tout comme c'était le cas au début de la lutte en 2008.

La nouvelle bataille qu'engagent la population et les organisations du Centre Bretagne doit montrer l'exemple aux autres départements, comme l'a rappelé Philippe Poutou dont la présence a été chaleureusement applaudie par les manifestantEs et saluée par le maire Christian Troadec: « C'est uniEs et fortEs que nous sauverons notre système de soins ».

C'est pourquoi le NPA s'est engagé dans le Tour de France pour la santé publique et la défense de notre sécurité sociale: l'objectif est bien de mobiliser les personnelEs, usagerEs, syndicats, associations et partis pour obtenir un budget de la Sécurité Sociale (malheureusement étatisé depuis 1996) pour sortir de la crise sanitaire et pour répondre aux besoins des populations. Cet appel doit permettre une large convergence locale et nationale pour défendre le droit à la santé pour toutEs et partout.

**CorrespondantEs 29**

## ROMAN Les Aiguilles d'or, de Michael McDowell

Éditions Monsieur Toussaint Louverture, 520 pages, 12,90 euros, en librairie le 6 octobre.

« Pour les gens relativement prospères et modérément respectables, pour les gens modérément prospères et particulièrement respectables, et pour les très riches qui n'avaient pas besoin de se soucier de leur respectabilité, l'an de grâce 1882 venait de débiter ». C'est par cette phrase que s'achève le prologue des *Aiguilles d'or*, roman sombre et fascinant qui oscille entre l'analyse sociologique et le thriller haletant.

### Un passé toujours très actuel

Dès les premières pages, nous sommes plongés dans un New York en pleine ascension où les inégalités sont légion et où l'opulence voisine la plus violente misère. Dans ce cadre, nous suivons les Shanks et les Stallworth, familles aussi dissemblables qu'inextricablement liées. La première, dirigée par la redoutable matriarche Lena, opère dans le Triangle Noir, un quartier où survivre relève du combat quotidien et qui, au fil des pages, devient presque un personnage à part entière. Du recel aux avortements clandestins en passant par la fausse monnaie, ce gang de femmes maîtrise parfaitement son art et vit confortablement selon son propre code d'honneur. Les Stallworth, de leur côté, aussi fortunés que respectés, comptent parmi leurs membres un pasteur, un avocat et un juge réactionnaire et intransigent qui gère fermement sa descendance. Lorsque ces derniers décident de laver la ville de ses crimes et s'en prennent aux premiers, ils ne réalisent pas que l'esprit de vengeance qui anime les Shanks est plus redoutable encore que leur propre détermination. Paru en 1980 et traduit aujourd'hui en français pour la première fois, ce roman a plus de quarante ans et pose son intrigue cent ans encore en arrière. Pourtant, rien n'y est daté et tout résonne encore d'une étonnante justesse. Cette famille aisée qui, pour satisfaire ses ambitions politiques, manipule l'opinion publique par le biais de la presse. Cette presse qui, pour satisfaire la curiosité morbide de ses lecteurs, s'enfoncé de plus en plus dans le sensationnel au mépris de la vérité. Ces femmes bien-pensantes convaincues de changer le monde en dissertant sur la misère depuis leurs salons douillets. Cette justice corrompue aux mains des puissants. Ces gens qui se battent contre la pauvreté et la maladie, qui enterrent leurs enfants dans l'indifférence pendant qu'on s'endort à quelques rues satisfait de soi-même, certain d'avoir œuvré pour un monde meilleur en signant une pétition ou en priant consciencieusement à la messe du dimanche. Ici, l'honneur et la loyauté sont rares — et rarement les valeurs de ceux qui s'en drapent. La misère réelle des uns n'a d'égal que la bassesse morale des autres. Ici, ni gentils ni méchants. Chacun suit sa route et tant pis s'il faut piétiner quelques innocents au passage.

### Un auteur à (re)découvrir

*Les Aiguilles d'or* est un de ces romans qui, une fois ouverts, ne se lâchent plus et marquent durablement l'esprit. Michael McDowell (1950-1999) — auteur notamment de la formidable saga *Blackwater* et du scénario du non moins formidable *Beetlejuice* (1988) — se définissait lui-même comme « un écrivain commercial, dont le but n'était pas de passer à la postérité mais d'apporter du plaisir aux lecteurs ». Il y parvient sans mal et fait bien plus avec ce roman que Stephen King décrivit comme « captivant, terrifiant et absolument génial ». L'objet lui-même, que l'on doit aux éditions Monsieur Toussaint Louverture et qui vient compléter la collection « La Bibliothèque Michael McDowell », est absolument magnifique et rend superbement hommage à cette histoire passionnante.

Cyrielle L.A.

## SÉRIE *Small Axe*, de Steve McQueen

Mini-série produite par la BBC, 2020. Sortie en France en 2021. Sortie DVD.

Ce n'est pas une série au sens habituel. Certes, elle a été faite pour la télévision, diffusée sur la BBC en 2020. Mais pas de saison une ni deux. Seulement cinq épisodes, et chacun dure entre une heure et 1h30. Donc pas de phénomène de dépendance. Et pourtant, à la fin de la dernière partie, on a envie d'en voir d'autres. C'est vraiment super, c'est puissant et efficace. Le réalisateur raconte cinq histoires qui se situent dans les années 1960, 1970 et 1980, qui concernent toutes la communauté antillaise des Caraïbes. Et toutes se déroulent à Londres en Angleterre. Le racisme quotidien est dénoncé, un racisme d'État que subissent les Noirs des Caraïbes, quoi qu'ils ou elles fassent, où que ce soit.

### Des histoires de résistance et de colère

D'abord autour du restaurant « le Mangrove » victime des persécutions provocatrices et répétées des policiers qui ne supportent pas que les Noirs puissent s'amuser, manger, chanter, vivre leur vie, comme s'ils étaient « chez eux ». Puis lors d'une soirée dansante clandestine où les jeunes se retrouvent entre elles et eux, un peu tranquilles. Puis un jeune qui veut entrer dans la police pour changer les choses de l'intérieur contre l'avis de son père qui se bat dans un procès contre des policiers qui l'ont agressé. Puis un jeune emprisonné à la suite du soulèvement dans le quartier londonien de Brixton en 1981. Enfin un enfant ayant des difficultés pour lire qui sera envoyé dans une école pour enfants « en

dessous de la normale ». Sa mère prenant conscience d'une politique éducative raciste grâce à des militantes, va lutter pour le réintégrer. Toutes ces histoires sont issues de faits réels, elles racontent une société raciste et violente, véritable produit du colonialisme. Chaque épisode est une occasion surtout de raconter la résistance des Noirs — jeunes ou vieux, femmes ou hommes — individuelle, familiale, collective, de raconter leurs colères, leurs révoltes, leurs combats pour leur dignité et pour l'égalité.

### Le reggae de Bob Marley

Tout le long, les 5 films se déroulent dans une ambiance très musicale, du reggae essentiellement de ces années, une musique qui respire la colère contre les oppressions. D'où



d'ailleurs le nom de la série « Small Axe » qui vient d'une chanson de Bob Marley. Un DVD pas cher mais certainement trouvable dans les bibliothèques municipales. Une série que Steve McQueen a dédié à « George Floyd et à tous les autres Noirs, visibles ou invisibles, qui ont été tués pour ce qu'ils étaient, aux États-Unis, au Royaume-Uni et partout ailleurs ».

Philippe Poutou



### ESSAI *Faire justice*, d'Elsa Deck Marsault

Éditions La Fabrique, 2023, 170 pages, 13 euros.

Le livre *Faire justice. Moralisme progressiste et pratiques punitives dans la lutte contre les violences sexistes* repose sur une question : « Comment les militantEs pour la justice sociale et pour l'abolitionnisme pénal en sont-ils venuEs à ne pas faire mieux, parfois même pire que la police en matière de violence au sein de leurs espaces de lutte ? Et que peut-on mettre en place pour sortir de cette impasse ? » L'auteur déroule alors l'analyse d'une inflexion individualiste au sein des espaces de luttes, fruit d'une dégradation des rapports de forces, teintée de « moralisme progressiste », qui peut conduire à une surenchère punitive. Elle propose ensuite une alternative,

reposant sur une prise de conscience articulée à des dynamiques collectives en vue de promouvoir des pratiques de justice transformatrice. À lire, à mettre en débat !

VG

### RÉCIT *À la rue*, de Juliette Keating et Gilles Walusinski

Éditions l'Ire des marges, 2023, 144 pages, 20 euros.

Juillet 2016, au cœur de l'été, treize familles Roms sont brutalement jetées à la rue, expulsées du lieu qu'elles occupaient à Montreuil. Le photographe Gilles Walusinski et l'autrice Juliette Keating font partie des rares personnes qui ne détournent pas le regard. Pendant les longs mois que dure cette errance, ils les accompagnent, tout en documentant leur lutte au travers d'un blog Mediapart, qui

sert autant à fixer la mémoire qu'à interpellé... En vain, se dit-on parfois, tant il apparaît que même à Montreuil, ville de gauche, le sort des Roms laisse indifférent. C'est cette histoire que raconte *À la rue*, le livre qu'ils viennent de publier, au travers d'extraits du blog et de quelques photographies, mais aussi et surtout d'une introspection sans concession sur ce qui peut faire, qu'un jour, on se sent obligé de s'arrêter et de rentrer dans la lutte. Une réflexion qui ne laissera aucunE militantE indifférent.

RA

### À voir sur le site

Entretien de l'Anticapitaliste avec Juliette Keating et Gilles Walusinski, *L'interminable errance des Roms de Montreuil*

## PRESSE Affaire Laurence De Cock: les plaies salées du racisme systémique

Le 19 février 2020, l'universitaire Laurence De Cock publie dans l'hebdomadaire « Politis » l'article intitulé « Les Plaies sucrées de la Martinique » après un séjour là-bas. Reconnaisant le déroulé et certaines conclusions de l'article dans une longue enquête qu'il avait publiée deux semaines avant, le rédacteur en chef de la revue Zist, Zaka Toto, dénonce sur Twitter un scandale et un plagiat.

C'est ainsi que débute « l'affaire Laurence De Cock ». Dans un premier temps, l'autrice ne reconnaît pas le plagiat mais dit avoir réalisé un travail original lors de son séjour. Zist dénonce une appropriation puis une invisibilisation : la revue ne sera citée que dans une version ultérieure de l'article, Laurence De Cock ayant partiellement reconnu ses torts. Cela déclenche à ce moment-là une vague assez violente sur les réseaux sociaux entre solidaires et opposants à Laurence De Cock qui entraîne son départ de certains réseaux sociaux.

### Invisibilisation

À la suite de quoi, Laurence De Cock dépose plainte pour « son honneur » contre Zaka Toto pour diffamation. Le procès a lieu le

9 juin 2023 et Zaka Toto est relaxé le 21 septembre 2023. Plusieurs militantEs et universitaires décoloniaux se sont insurgés contre non seulement ce qu'ils considéraient comme du plagiat, de l'invisibilisation mais également contre la tactique visant à porter plainte pour régler ce différend. À l'issue de discussions, le NPA a décidé de réagir à ce jugement en se réjouissant de sa conclusion et en s'excusant de ne pas être intervenu plus tôt dans ce débat. En effet, le NPA tient à exprimer qu'il considère que le dépôt de plainte et le procès intenté par LDC à l'encontre de Zaka Toto et de la revue Zist relèvent de la violence coloniale et de l'invisibilisation des travaux des personnes concernées. Le NPA dénonce également le harcèlement dont Laurence De Cock a été victime.

### Rapports de pouvoir racistes et coloniaux structurants

Les affaires de plagiat existent dans le monde universitaire et politique : le cas des « Plaies sucrées de la Martinique » n'est pas isolé malheureusement. Et comme tous les milieux, les milieux universitaires concentrent les différents rapports de domination au sein de la société, même, manifestement, celles ou ceux qui tentent de défendre une orientation décoloniale. En effet, les rapports de pouvoir racistes et coloniaux sont structurants dans la société et, comme pour toutes les oppressions, aucun groupe social n'y échappe malgré toute la bonne volonté du monde. Ils le sont encore plus quand ils entrent en collision avec les enjeux de carrière et de visibilité

notamment sur les questions de lutte d'émancipation. Dans l'affaire des « Plaies », la gauche notamment anticapitaliste a été très timide à reconnaître cette dynamique plus générale : le côté systémique de cette situation d'invisibilisation des personnes et de leur travaux — ou même dans ce cas précis de leur potentiel plagiat. Nous soulignons qu'au-delà des personnes concernées par cette affaire, le racisme systémique dans les travaux universitaires ou politiques est un phénomène qui doit être dénoncé et combattu. Nous pensons que mettre le doigt dessus et prendre position même tardivement peut permettre à tout le monde de réfléchir aux problèmes dans la gestion de ce fait colonial dans les milieux militants.

Nouveau Parti anticapitaliste



# SANTÉ Naissance d'un centre de santé associatif dans le Sarladais

**Irène, militante et infirmière, revient sur une aventure militante exceptionnelle : la création d'un centre de santé associatif à Sarlat. Un exemple pour nous toutEs !**

Le centre a ouvert ses portes en décembre 2020 avec un seul médecin et une coordinatrice pour lancer la dynamique indispensable à la concrétisation du projet enfin finalisé et agréé (CPAM et ARS). Une ouverture rendue possible grâce à la mobilisation sans faille des bénévoles militantEs de l'association qui ont contribué au fonctionnement. Deux associations sont à l'origine du projet : l'Atelier citoyen 24 et l'Association de défense de l'hôpital et de sa maternité. Un comité de pilotage d'une douzaine de personnes a pris le relais : un investissement personnel et collectif d'une très grande qualité humaine et technique ! Des années de travail, de rencontres multiples, d'échanges et une dernière année particulièrement intense au cours de laquelle nous avons dû composer avec la pandémie covid.

## Répondre au désert médical et échapper au tout-libéral

Nous avons initié ce projet pour plusieurs raisons. D'abord la désertification médicale. En 2016, 20% des habitantEs du sarladais n'avaient plus de médecin traitant. Un grand nombre de médecins du territoire allaient prendre leur retraite dans les cinq ans, aggravant encore la situation.

Nous avons également envie de proposer un autre type d'organisation de la médecine de premier recours : médecins salariés, travail en équipe, travail de prévention et travail de coordination avec les différents partenaires médico-sociaux du secteur. Les regroupements d'activités médicales libérales au sein de maisons de santé communales ne répondaient pas aux difficultés d'accès aux soins. Ils occasionnent des dépenses publiques énormes sans aucune garantie en retour. Un constat que ne partagent pas certaines communes qui ont longtemps boudé notre projet jugé « trop gauchiste » et privilégié le financement de maisons médicales à but lucratif, demeurées souvent vides.

Nous voulions dénoncer le tout-libéral, exiger d'autres choix. Et nous y sommes parvenus ! Grâce à l'acharnement militant durant quatre longues années. Nous voulions aussi donner une place plus importante aux usagerEs et aux habitantEs dans la gestion de la structure par le biais d'une coopérative (SCIC) ou d'une association pour qu'ils puissent se réapproprier les questions de santé. Le projet de SCIC est à ce jour mis de côté, sa mise en œuvre étant difficile. La gestion de notre centre est donc restée associative.



DR

Enfin, dans un deuxième temps, nous voulions développer dans des communes volontaires des antennes, c'est-à-dire des consultations pour rapprocher les patientEs de l'accès aux soins. Il faut savoir que l'absence de mobilité est une difficulté supplémentaire dans l'accès aux soins pour beaucoup des habitantEs de notre communauté de communes (transports collectifs quasi inexistant, gares fermées...).

## Un travail commun centré sur les patientEs

Un centre de santé est un lieu de santé de proximité, de soins primaires — médecine générale, soins infirmiers et/ou chirurgie dentaire — et parfois de soins secondaires de santé publique — prévention et promotion de la santé — où sont pris en charge tous ceux qui le souhaitent. Une équipe médicale et administrative fait fonctionner le centre sur la base d'un travail en commun ; l'ensemble des personnels sont des salariéEs, médecins compris. Grâce à ce statut, les médecins sont intégralement déchargés des tâches administratives et peuvent ainsi se consacrer entièrement à leur activité médicale.

## Pluriprofessionnalité et prévention

La pluriprofessionnalité est une des caractéristiques d'un centre de santé qui le différencie d'un cabinet médical privé classique. Généralistes et spécialistes travaillent ensemble avec les dentistes, les kinés et les infirmierEs. Un dossier médical

**Une équipe médicale et administrative fait fonctionner le centre sur la base d'un travail en commun ; l'ensemble des personnels sont des salariés, médecins compris**

partagé est mis en place. Les praticienEs sont payés à la fonction — garantie d'indépendance — et non pas à l'acte. Les professionnelEs ont la possibilité de consacrer du temps à la prévention, à l'éducation à la santé. Le gestionnaire est public ou à vocation sociale, la pratique du tiers payant est systématique, les dépassements tarifaires n'existent pas.

## La question du financement

Le modèle économique d'un centre de santé repose notamment sur les cotations des actes médicaux facturés à l'Assurance maladie. Cependant, d'autres recettes sont nécessaires pour couvrir les dépenses en coordination d'équipe ou de gestion administrative de la pratique du tiers payant obligatoire. Ces recettes sont abondées par l'accord national qui définit une série d'objectifs à atteindre. Il s'articule autour de trois axes : développer la prise en charge coordonnée des patientEs ; accompagner le déploiement des outils favorisant l'exercice coordonné ; poursuivre la simplification des conditions d'exercice des professionnelEs de santé. Notre centre atteint l'équilibre à raison de 3,5 patientEs par heure.

## Élaboration collective des projets de santé

Le projet de santé du centre de santé Sarlat-Périgord noir a été validé par l'ARS (agence régionale de santé) qui a apporté une subvention de 75 000 euros pour démarrer l'activité. Ce projet prévoyait l'installation de trois médecins généralistes au cours des trois ans, objectif que nous avons atteint cette année.

À ce jour, une infirmière Asalée<sup>1</sup> assure la surveillance clinique de certaines pathologies chroniques et les suivis en addictologie, sous le contrôle et la prescription de nos médecins. Les missions administratives et gestionnaires sont assurées par une directrice coordinatrice et un secrétariat médical (1 poste et demi). Le conseil d'administration de l'association se réunit tous les deux mois ; un bureau de 6 personnes assure un lien hebdomadaire avec les salariéEs du centre de santé pour la gestion des tâches courantes

**La pratique du tiers payant est systématique, les dépassements tarifaires n'existent pas**

et l'élaboration collective des projets de santé.

De nombreux projets sont en cours de réflexion et/ou de mise en œuvre : groupe de patientEs, groupe de parole et d'écriture, accueil et prise en charge sanitaire de femmes victimes de violence, jeunes précaires, réfugiés, adressés par les associations locales avec lesquelles nous sommes en lien. L'activité a doublé cette année, et près de 8 000 consultations assurées.

## Qui peut venir au centre ?

Toute personne qui le souhaite peut venir. Le centre est le médecin traitant au regard de la Sécurité sociale. Les rendez-vous se prennent par téléphone ou sur Maïia.com. Nous appliquons le tiers payant sur la partie Sécurité sociale dans un premier temps.

## Une alternative à la privatisation

Le centre de santé est bien un instrument de lutte contre les déserts médicaux et l'exclusion des soins (par la mise en œuvre du tiers payant). C'est une des réponses à la crise de la répartition démographique médicale et aux aspirations des professionnelEs de santé à changer de modèle d'exercice et de pratique. Il permet une collaboration et une meilleure articulation entre médecins, prévoit des temps de coordination pour échanger sur les prises en charge, décharge les praticiens des actes administratifs. C'est aussi la réappropriation d'un lieu de soins et de prévention par la population.

Nous ne pouvons qu'espérer que les expériences locales de ce type vont se multiplier. Les centres de santé coopératifs sont une des réponses concrètes pour défendre une politique de santé publique et de proximité, alternative à la privatisation grimpante de notre Sécurité sociale et de notre système de santé. C'est aussi pour nous militantEs anticapitalistes et révolutionnaires, présentEs dès l'origine du projet, la concrétisation de nos revendications, de nos projets de transformation sociale. C'est une goutte qui vient alimenter le vase de notre combat. À nous de faire ruisseler ce mode d'organisation et de diffuser plus largement les expériences locales qui démontrent que d'autres choix sont possibles.

**Irène, militante du NPA, infirmière, porte-parole de la coordination infirmière en 1988, ancienne secrétaire générale de SUD Santé-sociaux dont elle est à l'origine de la création**

<sup>1</sup> - Du nom du protocole, créé en 2004 et porté par une association loi 1901 dont le but est d'améliorer la prise en charge des maladies chroniques, en médecine de ville.

## Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

🌐 [lanticapitaliste.org](http://lanticapitaliste.org)  
 📺 [NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)  
 📷 [lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
 📧 [Lanticapitaliste1](mailto:lanticapitaliste1@gmail.com)  
 📰 [lanticapitaliste.presse](https://www.lanticapitaliste.presse.fr)  
 📱 [lanticapitaliste](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°149 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

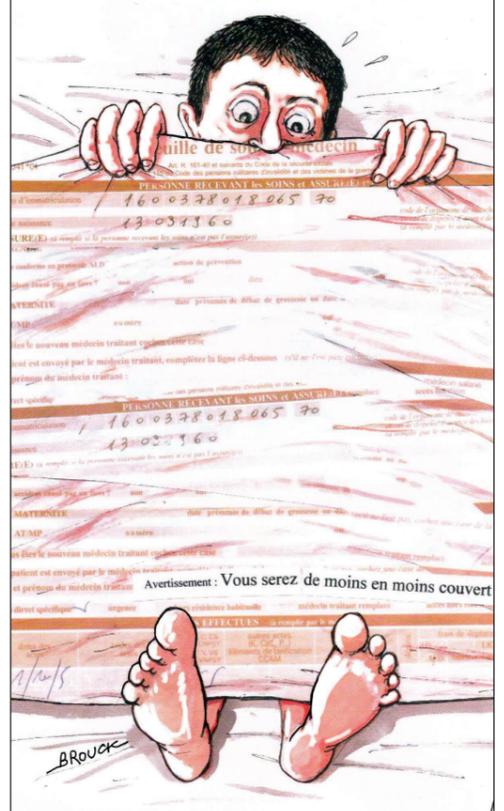
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)